



«La Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran »

Par [Joëlle Pénochet](#) et [Chérif Abdedaïm](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2012

[La Nouvelle République \(Algérie\)](#) 17 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe», SYRIE](#)

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm, [La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012



En dépit de la focalisation de l'actualité sur l'Iran, la Syrie demeure sujet à préoccupation de la part des observateurs. Ce pays rétif à l'instauration du Nouvel Ordre Mondial reste est « victime d'actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères ». Quelle part des services secrets occidentaux dans cette tentative de déstabilisation ? Instrumentalisation de l'OTAN par l'impérialisme US, bras armé de l'ONU ainsi que d'autres questions auxquelles Joëlle Penochet, journaliste, ethnologue et sociologue des mass-médias a répondu dans cet entretien accordé exclusivement à La Nouvelle République.

La NR/ Quelle est votre analyse de la situation en Syrie?

J.P/ Ce n'est pas Bachar el-Assad qui est visé, mais la Syrie en tant que pays laïc, nationaliste et indépendant, ennemi d'Israël et rétif à l'instauration du Nouvel Ordre Mondial. Après l'Iraq et la Libye, ce pays doit inéluctablement être détruit à son tour pour permettre la réalisation du vieux projet atlantiste de «*Grand Moyen Orient*». Par ailleurs, la Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran et la poursuite de l'encerclement de la Russie et de la Chine.

Après l'élimination du colonel Kadhafi, dans les conditions ignobles que l'on connaît, Bachar-el-Assad est le nouvel homme à abattre, l'Hitler du moment. L'agenda atlanto-sioniste (qui

correspond à celui des néo-conservateurs du PNAC (*Projet pour un nouveau siècle américain*) a pris du retard, et le rythme infernal de l'enchaînement des guerres contre les pays ciblés (annoncé par Bush dans le cadre d'une «*guerre de cent ans contre le terrorisme*») doit s'accélérer. La Syrie est depuis longtemps sur la liste étasunienne des «*Etats-Voyous*» dont le régime doit être renversé. L'ancien commandant en chef de l'OTAN, le général Wesley Clark, a rapporté en 2007 qu'un officier d'état-major de haut rang lui avait confié, quelques semaines après les attentats du 11 septembre, qu'une campagne militaire de cinq ans était programmée, pour des motifs inconnus, pour attaquer sept pays: l'Irak, la Syrie, le Liban, le Libye l'Iran, la Somalie et le Soudan.



Concernant l'application de ce projet en Syrie, c'est le scénario libyen, à quelques détails près, qui est répété: la même propagande guerrière contre le régime et la diabolisation de son chef, les mêmes mercenaires et combattants professionnels étrangement lourdement armés déguisés en manifestants pacifiques, les mêmes faux-témoignages de «*victimes*», la création d'un «*Conseil national de transition*» (le 1er octobre à Istanbul) – un clone du CNT libyen –, et des sanctions économiques répétées pour asphyxier le pays.

Car, depuis la chute du mur de Berlin, c'est toujours le même schéma qui est utilisé pour lancer une guerre «*humanitaire*» (en Yougoslavie, en Iraq, en Libye...): on déclare que le dirigeant du pays ciblé «*massacre son propre peuple*», ensuite on fait des discours droits-de-l'hommes enflammés à l'ONU («*nous devons libérer le peuple de son tyran*»), on impose des sanctions économiques de plus en plus lourdes, on menace, on lance des ultimatums inacceptables. Simultanément, on prépare méthodiquement l'opinion publique internationale (que l'on doit émouvoir en lui racontant des histoires atroces préfabriquées – de bébés, de femmes et d'enfants torturés, massacrés par le régime...) à une intervention «*humanitaire*».



Actuellement, Washington et ses vassaux – en premier lieu la France – se disent «*mécontents*» des rapports des observateurs de la Ligue arabe, qui les a «*trahis*» en ne remplissant pas leur mission véritable qui était de confirmer la version de la Maison

Blanche. Ils leur font le même reproche qu'au projet de résolution russe, celui de mettre sur le même plan les violences du régime et celles des «contestataires». Les américains ont d'ores et déjà déclaré que, quelles soient les recommandations de la délégation des observateurs arabes, leur position resterait inchangée. On s'en serait douté!

Mais Washington a oublié que la Syrie n'est pas la Libye. C'est un pays de 23 millions d'habitants, avec des moyens militaires plus importants, des forces militaires aguerries, et des alliances qui semblent plus sûres, du moins pour l'instant. Le pays est toujours en état de guerre larvée avec Israël depuis 1948 – avec l'épisode douloureux de la prise du Golan en 1967 (territoire qu'Afex el-Assad avait toujours essayé de récupérer) et la guerre de 1973 -, et en froid avec l'Égypte et la Jordanie qui ont signé des traités de paix avec Israël.

La Syrie étant alliée de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas à Gaza, pour contrer l'expansionnisme de l'état d'Israël, elle connaît des tentatives de déstabilisation récurrentes: rappelons-nous l'accusation de l'assassinat de Rafic Hariri en 2005, invalidée par la révélation que les chefs d'accusation reposaient totalement sur une série de faux-témoignages. Ce n'est pas à la Syrie que profitait cet assassinat...

Les puissances occidentales, par l'intermédiaire des dictatures théocratiques du Golfe et de la Turquie veulent en finir avec ce pays comme ils l'ont fait de Iraq et de la Libye. On peut malheureusement redouter qu'il ne s'agisse que d'une question de temps, car Washington est déterminé à appliquer son agenda quoi qu'il en coûte, quitte à provoquer l'embrasement de la région entière et le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, avec l'utilisation d'armes thermonucléaires.

Une nouvelle fois, il ne s'agit en aucun cas d'une révolte populaire, comme les media mainstream, aux mains des banksters et des multinationales de l'armement, veulent le faire accroire. Le gouvernement syrien est victime d'actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères pour le renverser. On assiste depuis le début des événements à une militarisation impressionnante de la soi-disant «contestation», et à son escalade sans fin: attaques à l'arme lourde contre les forces armées gouvernementales et les bâtiments publics, tirs de snipers sur les policiers, les manifestants et la population, enlèvements et assassinats de fonctionnaires et de civils qui refusent d'obéir au diktat des bandes armées.

Le niveau d'agression a monté d'un cran avec des sabotages d'infrastructures du pays, comme celui d'un pipe-line approvisionnant l'une des principales centrales électriques, revendiquée par l'Armée syrienne libre (ASL, la branche armée du CNS). Et maintenant l'escalade se poursuit avec des attentats, qui risquent de se multiplier. Ceux de Damas, qui ont fait 44 morts et 166 blessés graves à Damas à la veille de Noël, revendiqués par les Frères musulmans, ont été cyniquement attribués au régime par l'opposition et les puissances occidentales! Le 6 janvier, une nouvelle explosion à la voiture piégée a fait des dizaines de morts et de blessés. Plusieurs milliers de personnes, dont plus de deux mille soldats et membres des forces de sécurité, auraient déjà été tués par les terroristes depuis l'apparition des troubles.

A l'instar des «rebelles» libyens, qui n'ont jamais existé que sur les écrans de télévision et les photos de presse, les bandes armées qui opèrent en Syrie sont des mercenaires et des terroristes islamistes armés de matériels lourds et sophistiqués par des puissances étrangères et l'OTAN : fusils de chasse, antichars, lance-roquettes, roquettes antiaériennes, mortiers, mitrailleuses lourdes, équipement électronique, lunettes laser...).



Combatientes del Ejército Sirio Libre de Lituania, miembros del grupo conocido como 'Regimiento Estatal' para demostrar que son una organización

Islamistas libios se desplazan a Siria para «ayudar» a la revolución

ABC entrevista a un grupo de libios vinculados con el ex yihadista Belhadj que han viajado a Siria para «evaluar» los medios de apoyo a la insurgencia

El gobierno sirio ha sido una pieza clave en el desarrollo de la guerra civil siria. El conflicto sirio ha empezado a ser tratado de una manera que, en sus primeros momentos, han tratado de acallar. En estos momentos, los periodistas de

Ces gangs instillent un climat de terreur dans la population, menaçant de mort ou exécutant froidement ceux qui refusent de participer à leurs manifestations, ou à leur grève générale. Ces méthodes terroristes ressemblent étrangement à celles du GIA en Algérie dans les années 90', dont on peut se demander, avec le recul du temps, pour qui il roulaient vraiment... Le gros des troupes de «l'Armée syrienne libre» (ASL) serait composé d'éléments étrangers, principalement des terroristes islamistes armés par le Qatar, monarchie théocratique richissime. Après avoir servi de base à l'état-major américain pour ses opérations en Irak, il avait envoyé cinq mille combattants professionnels en Libye. L'ASL est dirigée par Abdelhakim Belhaj, chef historique d'Al Qaida en Libye déjà sacré gouverneur militaire de Tripoli par l'OTAN.



Abdelhakim Belhaj

C'est pourquoi la population syrienne est en quasi-totalité derrière son président pour contrer l'agression étrangère (les grandes manifestations de soutien au régime n'ont jamais cessé depuis le début - rassemblant plus d'un million de personnes, à Damas et à Alep) et qu'elle ne cesse de réclamer plus de protection de la part de l'armée et de la police. Même les opposants, qui critiquaient la lenteur des autorités à réformer le pays pour éradiquer la corruption et instaurer plus de libertés et de justice sociale, soutiennent activement le régime pour contrer à tout prix une agression étrangère. Les réformes entamées par Bachar el Assad dès son entrée en fonction ont pris d'autant plus de retard qu'après avoir été freiné par la vieille garde de son père Afez, il a du faire face à des menaces extérieures et que le pays est l'objet de sanctions économiques du plus en plus dures.

Les minorités religieuses ont particulièrement menacées par les terroristes islamistes. Grâce au régime laïc, quarante-cinq communautés avaient jusqu'à présent coexisté en harmonie en Syrie: les Chrétiens - qui représentent 15% de la population -, les Druzes, les Kurdes, les Chiites et les Alaouites. Ces minorités soutiennent leur président et craignent l'instauration d'un régime religieux dont les persécutions les contraindraient à l'exil. Deux millions de

réfugiés irakiens et près d'un-demi million de Palestiniens ont été accueillis généreusement par la Syrie, où ils ont les mêmes droits que les citoyens syriens. Provoquer et attiser les violences inter-confessionnelles ou inter-ethniques est un moyen classique pour instaurer le chaos, provoquer des guerres civiles, et imposer ensuite un nouvel ordre.



La Soeur Agnès-Mariam de la Croix soutient le régime de Bachar

En revanche, il n'est jamais question de Résolution de l'ONU contre les dictatures sanguinaires amies de l'Occident comme l'Arabie saoudite, théocratie obscurantiste qui a massacré des milliers de manifestants au Barhein depuis le début de 2011. En Iraq, les nouveaux «dirigeants» font tirer à balles réelles sur les rassemblements – faisant à chaque fois des dizaines de morts et de blessés, et ont assassiné un journaliste co-organisateur des «Jours de la colère» contre le régime. Tout cela, dans le silence assourdissant de la dite «communauté internationale».

Ces préparatifs de guerre se déroulent honteusement avec le soutien de l'opinion publique occidentale, façonnée par la propagande des media mainstream. Les slogans (en anglais, donc à destination de l'étranger) sont conçus par des officines américaines spécialisées. Les accusations les plus grotesques ont été lancées contre Bachar el-Assad: enfants torturés, blogueuse lesbienne persécutée et prise en otage (en réalité un étudiant américain émettant d'Ecosse...). Sachant que la guerre de l'information se déroule maintenant sur l'Internet, les rejetons électroniques des media mainstream (comme le Post et Rue89 en France) se répandent en faux témoignages de soi-disant victimes (dont les noms ne sont jamais cités et dont les photos sont floutées...).



Blogueuse syrienne persécutée

Ces accusations odieuses sont basées sur de faux documents audio-visuels provenant généralement d' Al-Jazira et Al-Arabiya (les Voix de son Maître de l'OTAN et du Pentagone). Ces media prennent aussi leurs «informations» – relayées sans vérification – auprès

«d'ONG» basées dans des pays occidentaux (Londres-Paris-Washington), financées paradoxalement par des organisations para-gouvernementales! C'est le cas d'Amnesty International, dont l'antenne américaine est dirigée par une assistante d'Hillary Clinton.

Mais la première source des médias mainstream est l'obscur «*Observatoire syrien des Droits de l'Homme*» (OSDH), basé à Londres et membre du CNS aux mains des Frères musulmans (les plus radicaux de la région), dont le but est l'instauration d'une république islamique. Son porte-parole, en exil en Turquie, s'exprimant au nom du «*peuple syrien*» réclame depuis des mois une «*intervention extérieure*».

En vue d'obtenir le feu vert pour déclencher l'agression, les Etats-Unis ont même fait pondre au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU un rapport *sur mesure*, totalement bidon sur les «*crimes syriens contre l'humanité*». Fabriqué entièrement «en chambre» à Genève, il est basé uniquement sur les pseudo «témoignages» de 223 «déserteurs» et «victimes» dont, bien sûr, l'identité ne peut être révélée! En outre, il a été co-écrit par la directrice d'un *Think-Thank* de Washington (le *Middle East Policy Council*), qui inclut des représentants du gouvernement, de l'armée américaine, de la chambre de commerce américano-qatarie (comprenant Chevron, Exxon, Raytheon et Boeing) et agents de la CIA. Comme attendu par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, ses conclusions préconisent une intervention militaire. Ce «rapport» a permis au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU d'adopter une résolution condamnant «*les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales* » en Syrie. La menace d'une «*guerre civile* » pourrait justifier une intervention militaire «humanitaire».



Mercenaire

Bachar-el-Assad n'a rien d'un dictateur. C'est un médecin formé à Londres qui n'avait aucune ambition de devenir président. Il a été élu par référendum en 2000 et la population – même ses opposants-, est plus que jamais massivement derrière lui. Les forces militaires qu'il déploie – bien insuffisantes au demeurant – pour tenter de contenir cette insurrection armée de grande ampleur, font face à des escadrons de la mort redoutables entraînés par des forces spéciales américaines, françaises et israéliennes en Turquie et au Liban Nord. Le président a regretté publiquement des bavures – attribuées au fait que les forces de l'ordre étaient exaspérées par des assassinats massifs de leurs membres par des «insurgés» armés alors qu'eux-mêmes n'avaient pas le droit de tirer. De nombreux soldats ont été atrocement torturés et mutilés avant d'être jetés d'un pont, comme le montrent des vidéos de témoins directs.



Manifestation de soutien au régime à Tartous

Tout est fait pour isoler la Syrie sur la scène internationale. La décision obtenue le 25 novembre de la Ligue arabe, dominée par l'Arabie Saoudite et autres suppôts des Etats-Unis, de suspendre la Syrie, pays fondateur de l'organisation - et dernier état arabe à s'opposer à Israël - avait pour objectif d'assurer une couverture arabe à l'agression.

Cette fois, c'est la Turquie, membre de l'OTAN et alliée d'Israël, qui tient le rôle de paravent pour les Etats-Unis que la France avait joué en Libye. En effet, ruinés et en campagne électorale (l'opinion publique américaine étant défavorable aux opérations extérieures - c'était le sens du vote à la présidentielle de 2008), les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre d'apparaître au premier plan, mais orchestrent toute l'opération en coulisses.

Par ailleurs, on remarquera que les nouvelles guerres sont déclenchées avec l'assentiment quasi-unanime de l'opinion publique occidentale. La démobilisation des anti-guerre ne s'explique pas totalement par le découragement qui a gagné les participants aux grandes manifestations de 2002-2005 contre la guerre en Iraq (qui ont rassemblé plus de 10 millions de personnes dans le monde, et à plusieurs reprises plus d'un demi-million de personnes à New-York, Washington et à Londres). La fièvre de la guerre humanitaire a contaminé les milieux traditionnellement anti-guerre, comme en France, la «Gauche de la gauche» et les «écologistes» - révélant ainsi la véritable nature de ces mouvances très médiatisées-, et aux Etats-Unis les «libéraux», depuis que le milliardaire Georges Soros (l'inventeur génial des «révolutions colorées») a mis la main sur le mouvement pacifiste en 2004 pour canaliser ses énergies derrière le candidat belliciste démocrate (à l'aide de slogans aussi fédérateurs que «*Anybody but Bush*»), en lui faisant prendre des vessies pour des lanternes.

La NR/ Dans la guerre libyenne, certains observateurs ont souligné le rôle des services secrets occidentaux dans la préparation de l'insurrection ; assisterait-on au même scénario en Syrie ?

Ce type d'opération de déstabilisation ne peut pas se réaliser sans une longue préparation. Les services secrets occidentaux et israéliens fomentent la déstabilisation de la Syrie depuis des années. Des agents de la DGSE (les renseignements français) sont basés au Nord du Liban et en Turquie. On sait que les Frères musulmans, qui dominent le CNS, ont des liens étroits avec les services anglais (MI6) et la CIA depuis des décennies. Les mouvements islamistes ont souvent été manipulés par les puissances occidentales pour contrer le nationalisme arabe (par exemple le nassérisme dans les années 50'). Les mercenaires étrangers (saoudiens, qatari, libanais...) sont armés, formés et financés par les mêmes services, et le Mossad, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Liban et la Jordanie.



L'émir du Qatar

La NR/ Certains pensent qu'une guerre contre la Syrie aurait de lourdes conséquences sur la région. A quelle configuration géopolitique pourrait-on s'attendre dans ce cas ?

C'est un scénario à la Yougoslave qui se dessine. On essaie de déclencher une guerre civile pour créer des divisions ethniques, politiques et religieuses menant à l'éclatement du pays. Déjà dans l'ex-fédération yougoslave, en Bosnie et au Kosovo, l'objectif avait été atteint grâce à la création d'organisations paramilitaires armées (comme l'UCK) similaires à l'ASL. La propagande mensongère (faux-charnier de Timisoara, faux massacre de Raçac, faux camp de concentration..) voulait démontrer que le gouvernement de Belgrade avait commis des crimes atroces, afin de pouvoir justifier une «guerre humanitaire». Là aussi, on avait utilisé des groupes islamistes, et créé par la suite, en toute illégalité, un état sur des bases ethniques et confessionnelles, le Kosovo (où les rares Serbes et Chrétiens qui n'ont pas fui sont toujours persécutés).

Mais la Syrie n'est une étape de plus après la Libye dans le plan de remodelage de la région programmé par l'axe atlanto-sioniste, qui passe ensuite par l'Iran. Il faut éliminer tous les régimes encore récalcitrants au Nouvel ordre mondial, et les partitionner les pays à l'instar de la Yougoslavie ou du Soudan (en 2011), sur des bases ethniques et/ou confessionnelles.

La NR/ La Russie et la Chine ont opposé leur veto à cette campagne anti-syrienne. Sauront-ils résister face à l'axe américano-occidental ? Et pour combien de temps ?

Les dirigeants chinois et russes portent une part de responsabilité dans les massacres du peuple libyen et la chute du régime. Saurons-nous jamais à la suite de quels marchandages sordides ils en sont arrivés là?

L'intervention militaire en Syrie, qui avait été planifiée pour la mi-novembre 2011, a été stoppée in extremis le 5 octobre par les vétos russe et chinois au Conseil de sécurité. Exaspérée par cette résistance inattendue, les puissances impérialistes ont décidé d'intensifier leur campagne de propagande de guerre et les provocations meurtrières sur le terrain. Les media multiplient les calomnies odieuses contre le régime, et diffusent quotidiennement des bilans des morts fantaisistes de plus en plus lourds. Tout cela pour préparer les opinions publiques à une nouvelle bonne guerre humanitaire qui réduirait le pays en cendres et ferait des dizaines de milliers de morts.

La Chine, qui a dénoncé l'instrumentalisation du rapport du Conseil des Droits de l'Homme pour forcer le Conseil de sécurité à voter une Résolution, a tout de même reconnu le CNS et appelé à deux reprises le régime syrien à «*respecter et répondre aux aspirations et aux revendications légitimes du peuple*». La Russie a jugé le rapport Pillay «*inacceptable*», mais elle a finalement opéré un recul tactique en proposant une Résolution au Conseil le 5 décembre. Il semble évident que la nouvelle tentative de déstabilisation de la Russie à l'occasion des récentes élections est liée à sa position, même si elle a été infléchie (les media évoquent même aujourd'hui un «*Printemps Russe*!»). Se retrouvant isolée, et étant dépendante des ressources pétrolières de la région, elle doit assurer ses arrières. Le 8 janvier, une flotte russe comprenant des navires de guerre, des sous-marins, des avions de combat, des hélicoptères et plusieurs systèmes de missiles anti-aériens a accosté en rade de Tartous, la seule base dont disposerait la Russie en Méditerranée.



Porte-avions russe *Amiral-Kuznetsov* dans les eaux syriennes

La Syrie offrant plus de résistance que prévu, et les premiers rapports de la Ligue arabe n'étant pas à la mesure des espérances des puissances occidentales, désignent de nouveau à la vindicte publique l'adversaire principal dans la région, l'Iran, le plus gros morceau. Pour l'instant, la Syrie ne fait plus la une des media, même avec les attentats odieux qui ont frappé Damas. Mais les exactions des terroristes continuent de s'amplifier, avec cette fois des attentats à répétition.

La NR/ Vous êtes de ceux qui pensent que le « printemps arabe » lui-même était une opération américaine, une nouvelle « révolution de couleur » ; pouvez-vous explicitez ?

Le renversement des potentats corrompus régnant en Egypte et en Tunisie était espérée depuis longtemps. Mais les multiples révoltes de la faim et les manifestations contre la politique étrangère de ces marionnettes (notamment contre leur alliance tacite avec Israël) avaient toujours été jusqu'à présent matées dans le sang sans que la « communauté internationale » s'en émeuve. La situation en Egypte et en Tunisie, pays rongés par la corruption et en proie à un taux de chômage extrêmement élevé, est très différente de celles de la Libye et de la Syrie. La Tunisie compte 800.000 sans-emploi et un taux de chômage de 30% dans certaines régions (contre 8% en Syrie, et une quasi-inexistence en Libye, grâce au système social mis en place par Mouammar Khadafi). Les soi-disant

«Révolutions» arabes louangées par les occidentaux n'ont abouti qu'à la mise en place de régimes islamistes et d'un gouvernement militaire qui continue de réprimer la population.

Beaucoup trop d'indices semblent indiquer que ce dénommé «printemps» n'était pas aussi spontané qu'il a été décrit. Le matériel standardisé, comme les nouveaux drapeaux et les pancartes, fabriqués à grande échelle et distribués aux manifestants, les slogans en anglais, sont également le signe d'une main extérieure, de même que les noms donnés à ces révoltes, baptisées abusivement «Révolutions», comme la «*Révolution du Jasmin*» tunisienne, après les révolutions «Orange» (en Ukraine), «des Roses» (en Géorgie), Verte, Pourpre, etc. Tout cela a un air de «déjà vu». Tout est bien trop ordonné pour être spontané...

Le nom même de «*printemps*» était réapparu en 1967 en Tchécoslovaquie (avec le «*printemps de Prague*»), au moment où son nouveau dirigeant, Dubcek, s'était rapproché de l'Ouest, provoquant l'ire de l'URSS et l'invasion du pays par les troupes soviétiques l'année suivante.

La NR/ Quels enjeux, pour Washington, présentent ces guerres menées par procuration via l'OTAN, notamment dans le monde arabe et en Afrique ; comment voyez-vous la nouvelle répartition des rôles dans ce nouvel ordre mondial ? Quel rôle pourrait jouer Israël dans cette éventuelle redistribution des rôles ?

Une fois débarrassé des régimes qui le gênaient, l'axe atlanto-sioniste pourrait remodeler le Moyen Orient à sa guise. Israël pourrait élargir ses frontières à l'intérieur de l'actuelle Syrie, de l'Iraq et du Liban. La politique d'Israël est une politique d'extension sans limites du pays et de son influence à travers le monde. Sa soif d'extension et de domination mégalomane est inextinguible, et elle peut donner libre cours à la réalisation de tous ses phantasmes, étant assurée que tous ses crimes passés et à venir resteront à jamais impunis. Israël contrôle aujourd'hui pratiquement tous les media occidentaux mainstream, et nombre de gouvernements. Il est impossible à un candidat aux présidentielles américaines d'être élu sans son soutien. Le même phénomène semble s'être étendu à la France où, aujourd'hui, même la candidate du Front National en campagne semble rechercher l'appui d'Israël.

Si le plan occidental réussissait, Israël serait reconnue par les nouveaux dirigeants mis en place par les Etats-Unis. Les nouveaux gouvernements fantoches (comme ceux d'Iraq, d'Afghanistan, et de Côte d'Ivoire...) permettraient également aux grandes multinationales américaines (notamment les géants du pétrole, du bâtiment et de l'agroalimentaire) de s'implanter dans les pays recolonisés.

La NR/ Certains pensent que la guerre de l'OTAN contre la Libye est dirigée contre la Chine notamment pour l'accès aux ressources énergétiques, d'autres avancent qu'elle est dirigée contre l'Afrique, qu'en pensez-vous ?

A la fois contre les deux en réalité. Les Etats-Unis sont en concurrence avec la Chine pour le contrôle des ressources énergétiques. Ils ne peuvent tolérer que la Chine cherche à s'approprier les champs pétroliers les plus riches connus, alors qu'il est prévu que l'économie américaine sera supplantée par celle de la Chine dans les cinq ans à venir. Ils

n'avaient pas pardonné à Kadhafi d'avoir refusé, en 2008, de rejoindre l'*AfriCom*, le commandement régional créé par le Pentagone pour contrer la pénétration de la Chine en Afrique. Il faut savoir que le tiers des importations de pétrole de la Chine provient du continent africain.

Et, en même temps, il faut éviter qu'un nouveau continent (de surcroît le plus riche!) puisse sortir du sous-développement: il faut maintenir l'Afrique la tête sous l'eau pour éviter qu'elle devienne une puissance émergente. Le colonel Kadhafi, symbole de la lutte anti-impérialiste en Afrique parce qu'il avait toujours oeuvré pour le développement et l'indépendance du continent, devait être éliminé. Il avait financé le satellite RASCOM, qui a permis à l'Afrique de sortir de la dépendance des multinationales occidentales en matière de télécommunications. Il était sur le point de lancer une monnaie basée sur l'Or, travaillait à nouveaux projets panafricains, dont les États-Unis d'Afrique et une Organisation du Traité de l'Atlantique Sud. Les puissances impérialistes ne pouvaient le tolérer. L'Afrique est un continent extrêmement riche en matières premières indispensables aux pays développés: pétrole, gaz naturel, minerais rares utilisés pour les nouvelles technologies... La carte des conflits en Afrique se superpose avec celle des richesses de son sous-sol.

C'est pourquoi les pays africains les mieux dotés en matière premières sont voués à la famine et à des guerres civiles programmées de l'extérieur. On pourrait dire que plus un pays est riche, plus il va s'enfoncer dans le sous-développement, car les puissances étrangères ne peuvent piller un pays que s'il est faible et dépendant des «aides» extérieures (du FMI, de la Banque mondiale...) qui l'étranglent, avec des «dirigeants» installés par ses soins. Ce n'était le cas ni de l'Iraq ni de la Libye, comme ce n'est pas le cas de l'Iran ni du Venezuela – également sur la liste noire des Etats-Unis depuis l'élection d'Hugo Chavez à sa tête.

La NR/ Selon ses statuts, l'OTAN est un pacte défensif dont l'objectif consiste dans l'aide mutuelle en cas d'attaque d'un de ses membres. Elle n'est absolument pas habilitée à intervenir hors de son territoire, dans des pays non membres. Or, on constate aujourd'hui qu'elle est instrumentalisée. Elle est devenue une force de frappe militaire de l'ONU pour renverser des gouvernements de part le monde. Comment expliquer ce revirement ?

L'OTAN n'est qu'un instrument au service de l'impérialisme US, le bras armé de l'ONU. C'est en prévision des nouvelles guerres américaines programmées de longue date que Sarkozy, l'agent américain, a fait revenir en 2009 la France dans le commandement intégré de l'OTAN duquel le général de Gaulle l'avait fait sortir en 1966. Comme G.W. Bush, Obama – le nègre blanc -, ne fait que suivre la feuille de route.

L'OTAN, qui aurait logiquement dû disparaître à la fin de la guerre froide, s'est au contraire notablement renforcée depuis, avec notamment l'adhésion des anciens pays de l'Est. C'est à l'OTAN qu'Obama, prix Nobel de la Paix, a transféré sa guerre contre la Libye lorsque les pays qui lui servaient de paravent se sont trouvés en difficulté. Toujours en contradiction avec sa Charte, L'OTAN participe aussi à des guerres d'occupation et mène avec la CIA des opérations criminelles.

L'accord entre l'OTAN et l'ONU, alliance militaire pourvue d'armes nucléaires, est incompatible avec la Charte de l'ONU, qui exige que les conflits soient résolus

pacifiquement. L'OTAN n'est plus qu'un instrument des États Unis pour mettre en œuvre le plan concocté par les néoconservateurs dans les années 90' (le PNAC) dans le cadre de l'instauration d'un Nouvel Ordre mondial.

Peut-on distinguer les interventions de l'ONU de celles de l'OTAN, si trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aussi membres de l'OTAN? Comment les violations du droit commises par l'OTAN pourraient-elles être poursuivies par les tribunaux internationaux?

La NR/ Actuellement, on assiste à une dépravation de l'application du droit international de la part du Conseil de sécurité, comme on l'a constaté notamment en Libye, avec la malversation de la résolution 1973. Quelle crédibilité pourrait avoir l'ONU dont la Charte a été détournée de sa vocation première ?

C'est une vaste fumisterie pour donner l'illusion que le droit international serait respecté, alors qu'il n'y a qu'un seul droit qui régit notre monde, la loi de la jungle.

Certes, la résolution 1973 a été violée, mais elle avait été conçue et votée justement dans le but de pouvoir l'être. C'était un cheval de Troie en vue d'une escalade militaire pour faire tomber le régime. Au demeurant, elle n'avait pas lieu d'être, puisqu'il avait été prouvé rapidement que le Guide libyen n'avait jamais fait bombarder son peuple ni fait tirer sur lui. La Résolution a été votée sans qu'aucune enquête soit diligentée pour vérifier les faits allégués.

Combien de guerres d'agression ont été menées avec ou sans l'aval de l'ONU ? En 2003, les États Unis et la Grande-Bretagne ont violé le droit international en attaquant l'Iraq sans résolution du conseil, parce que la France avait prévenu qu'elle utiliserait son droit de veto. Nous avons le précédent de l'attaque de la Yougoslavie, qui avait pour but l'implantation de bases américaines en Europe de l'Est comme nouvelle étape de l'encerclement de la Russie, et contrôle de l'acheminement des produits pétroliers... Israël avait elle obtenu un mandat de l'ONU avant d'attaquer le Liban en 2006 et la bande de Gaza en 2009 ? A-t-elle été poursuivie pour violation du droit international et pour crimes contre l'Humanité?

Le Conseil de sécurité et le secrétariat de l'ONU sont devenus depuis la chute du mur de Berlin (qui avait le mérite au moins de maintenir «l'équilibre de la terreur») sont les premiers responsables des catastrophes humanitaires. Ainsi, l'embargo contre l'Iraq décrété en 1990 (et jamais levé jusqu'à 2003 malgré le respect de ses clauses) a causé 1.500.000 morts, dont un demi-million d'enfants. Pour protester, quelques honnêtes hauts-fonctionnaires de l'ONU avaient préféré démissionner plutôt que de rester complices de ce génocide à petit feu, comme deux coordinateurs des opérations humanitaires en Irak successifs (Dennis Halliday en 1998 et Hans Christof von Sponeck en 2000), suivis par la responsable du Programme alimentaire mondial (PAM).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont attaqué plus de cinquante pays en totale impunité. Sans compter tous les coups d'État organisés à travers le monde pour renverser les dirigeants gênants... Et Israël a été condamnée plus de deux cent cinquante fois par des résolutions de l'ONU, mais n'a jamais été sanctionnée. Le sionisme a été stigmatisé comme «une forme de racisme» par l'ONU en 1975, mais cela n'a pas

empêché la construction d'un mur de l'Apartheid aussi ignoble que le mur de Berlin sans que la « communauté internationale » s'en émeuve.

Les dirigeants de tous ces pays-voyous (qui possèdent tous l'arme nucléaire) ont-ils été jugés et condamnés par un tribunal international? Leur a-t-on envoyé les troupes de l'OTAN pour les mater?

Par contre, les dirigeants vaincus des pays attaqués et vaincus sont jugés par des tribunaux fantoches et sont condamnés à mort après un simulacre de jugement (Saddam Hussein, Tarek Aziz, et bientôt Saïf Al Islam Kadhafi), sont laissés mourir à petit feu (Milosevic), quand ils ne sont pas tout simplement lynchés, comme Mouammar Kadhafi, sans que personne n'y trouve à redire. Dans quel monde vivons-nous ?

(On pourra noter au passage que les « grandes » démocraties où la peine de mort a été abolie se réjouissent des exécutions sommaires de dirigeants extra-occidentaux, et acceptent d'être responsables ou complices de millions de morts aux cours des guerres d'agressions. Ceci est pour le moins grotesque...).

Par ailleurs, l'ONU n'est jamais intervenue lorsque des dirigeants démocratiquement élus ont été assassinés ou chassés par les Etats-Unis : Mossadegh en Iran en 1953, Allende au Chili en 1973, Manuel Zelaya au Honduras en 2009 pour n'en citer que quelques uns... Les dictateurs sanguinaires qu'on leur a substitués n'ont jamais été jugés pour crimes de guerres ou crimes contre l'Humanité devant un tribunal international comme ils auraient dû l'être selon les lois en vigueur. Le général Pinochet est mort tranquillement chez lui, et les généraux argentins n'ont pas été inquiétés malgré toutes les manifestations de familles de dizaines de milliers de « disparus ».

Tous les dirigeants africains intègres qui ont tenté de développer leur pays et d'échapper au Diktat des néo-colonisateurs ont été assassinés (Thomas Sankara au Burkina Faso, Patrice Lumumba au Congo...)... Et le président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, aussitôt après avoir démocratiquement réélu en 2011, a été kidnappé et chassé par la France au profit d'Alexandre Ouattara, la marionnette sanguinaire du FMI. C'est le vainqueur des élections qui se retrouve maintenant devant le tribunal international de La Haye! C'est vraiment le monde à l'envers! Un exemple de plus qui démontre que l'ONU n'est qu'un instrument au service de l'Occident et de ses sbires.

Il nous faut donc nous demander si le monde serait différent en l'absence de cet organisme dévoyé et corrompu, au service exclusif des gendarmes du monde.

En effet, depuis sa fondation, l'Organisation des Nations Unies s'est avérée inefficace pour maintenir la paix et n'a jamais empêché ses membres les plus influents de contourner ses mécanismes pour mener des opérations unilatérales. Les secrétaires généraux du « machin », comme l'appelait si bien le général de Gaulle, sont tous des marionnettes des USA, comme Ban Ki-Moon, après Koffi Annan et bien d'autres. C'est un organisme de convenue, un paravent créé pour servir les intérêts des Etats-Unis et ceux de leurs valets tout en faisant croire à une justice internationale. Point final.

Ainsi, le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye n'a jamais eu à juger les responsables des Etats-Unis et de ses alliés, qui ont commis des massacres à très grande échelle, et utilisé des armes nucléaires et chimiques, que ce soit au Vietnam (avec l'agent Orange), en Iraq, en ex-Yougoslavie, en Palestine, au Liban, en Libye (avec les armes à l'uranium

appauvri, au phosphore, au napalm «amélioré»...). Le président Clinton a été inquiété dans son pays pour des délits sexuels, mais il ne sera jamais jugé pour l'assassinat de centaines de milliers d'Iraqiens (pas plus que son acolyte, le prix Nobel de la Paix, Al Gore). De même que Richard Nixon fût chassé pour des écoutes téléphoniques, et non pour ses crimes de guerre. En récompense des atrocités dont il était responsable au Vietnam ou au Chili, son secrétaire d'Etat Henry Kissinger avait lui-aussi reçu le Prix Nobel de la Paix! Ajoutons que les Etats-Unis ont refusé de ratifier le traité instituant la Cour pénale internationale (CPI), afin d'éviter tout jugement à ses dirigeants politiques et militaires.

Les agences spécialisées de l'ONU sont pour la plupart tout aussi inefficaces et dévoyées. Ainsi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), assujettie à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) par un accord de 1959, n'a pas le droit de reconnaître officiellement la nocivité de l'uranium appauvri, substance à la fois hautement chimiotoxique et radioactive utilisée dans toute la panoplie des armes depuis plus de vingt ans et de façon de plus en plus intensive. Le Programme des nations-unies pour l'environnement (PNUE) ignore ce très grave problème de pollution de l'environnement. Irréversible, il condamne les populations victimes des bombardements à vivre dans un environnement de plus en plus radioactif, et va induire la mort de centaines de milliers, voire de millions de personnes sur plusieurs siècles, et la destruction du génome... L'ONU s'en est-elle souciée ? En Iraq, plus de trois millions de personnes ont déjà été tués depuis vingt ans par les Etats-Unis et ses laquais. Mais on ne pourra jamais inclure parmi les victimes le nombre de morts différées dues à cette substance diabolique.

Certains traités, comme celui de non-prolifération nucléaire (TPN), sont instrumentalisés pour assurer la domination des uns, et menacer d'extermination les autres. Notons qu'Israël, qui posséderait aujourd'hui plus de trois-cents têtes nucléaires, a pu développer en toute illégalité son programme, sans avoir signé le traité de non-prolifération (à l'inverse de l'Iran) et sans que ses installations soient jamais inspectées. (Sans compter toutes les autres armes de destruction de masse qu'elle développe en secret). Cette situation n'a jamais été sanctionnée par l'Organisation censée garantir la Paix entre les nations... Pourtant cet état hors-la-loi ose menacer sans vergogne un pays voisin, l'Iran, d'annihilation.

La NR/ N'est-il pas temps de réformer cette Organisation qui, malheureusement, n'est plus en mesure de remplir la mission essentielle pour laquelle elle a été créée, c'est-à-dire garantir la paix ; alors qu'on en est arrivé au point où l'on mène des guerres d'agression en son nom ? Si oui, comment ?

Une réforme radicale de l'ONU s'impose pour la soustraire au contrôle des USA, mais c'est un vœux pieux. Il faut d'abord se poser la question: a-t-elle jamais garanti la paix? Sa mission a été dévoyée depuis le début de son existence. Elle a pour mission fondatrice la paix internationale, mais elle n'a jamais, à ma connaissance, empêché les guerres (Cf. Vietnam, Yougoslavie, Iraq...). L'ONU n'a jamais été plus efficace que la Société des nations (SDN,) fondée après la guerre de 14-18, qu'elle a remplacée après la deuxième guerre mondiale.

Bien au contraire, elle a favorisé les guerres d'agression et les coups d'état menés par les Etats-Unis et ses laquais pour renverser des présidents élus démocratiquement - mais qui n'avaient pas l'heur de plaire aux gendarmes du monde -, et les remplacer par des dictateurs sanguinaires à leur botte.

Depuis 1945, et surtout depuis 1989 et 2001, les violations du droit international par les plus puissants se sont intensifiées à l'envi. Nombre de populations (pas seulement dans le Tiers-Monde) se voient privées de leurs droits fondamentaux (à l'alimentation, à la santé, à l'habitat, à la culture, au travail, à un environnement sain et à la liberté d'opinion), et peuvent être victimes d'agressions militaires si leurs ressources naturelles sont convoitées.

Qui pourrait se charger de réformer l'ONU? Ceux qui sont aux commandes aujourd'hui et qui ont dévoyé sa mission originelle à leur profit en bafouant en permanence sa Charte? Il s'agirait d'abord de faire respecter le droit international qu'elle a elle-même fondé! Il y aura certainement un replâtrage censé donner plus de représentativité aux pays du Sud émergents (Inde, Brésil...) au sein du conseil de sécurité, et permettant d'éviter les blocages comme celui qu'on connaît actuellement pour la Syrie.

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm, [La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012

La source originale de cet article est [La Nouvelle République \(Algérie\)](#)

Copyright © [Joëlle Pénochet](#) et [Chérif Abdedaïm, La Nouvelle République \(Algérie\)](#), 2012

Articles Par : [Joëlle Pénochet](#)
et [Chérif Abdedaïm](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca